



Strasbourg, 9 décembre 2004

DGIV/EDU/CIT (2004) 53 prov

ÉDUCATION A LA CITOYENNETÉ DÉMOCRATIQUE (ECD) 2001-2004

Outil sur les questions clés pour les politiques de l'ECD

**Auteurs: David Kerr, Fondation nationale de recherche sur l'éducation (NFER),
Royaume-Uni**

**Bruno Losito, Institut national d'évaluation du système éducatif (CEDE),
Italie**

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION, CONTEXTE ET BUTS

1.1. L'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'Homme en Europe	5
1.2. L'Année européenne de la citoyenneté par l'éducation (AECE)	7
1.2.1. <i>A quoi sert la mallette ECD ?</i>	
1.2.2. <i>Que contient la mallette ECD?</i>	

2. NECÉSSITÉ D'UNE ÉLABORATION DE POLITIQUES D'ECD EFFICACES

2.1. Les défis au modèle traditionnel de citoyenneté	9
2.2. Des systèmes plus efficaces de formation des enseignants : une nécessité	10

3. DEFIS AU DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES DE L'ECD

3.1. Défis pour l'ECD	11
3.2. Qu'est-ce que l'étude paneuropéenne des politiques de l'ECD révèle en termes d'élaboration des politiques?	12
3.3. Comment soutenir la mise en œuvre de la politique de l'ECD?	13
3.4. Conditions spécifiques	14
3.4.1. <i>Définition des politiques</i>	14
3.4.2. <i>Acteurs</i>	14
3.4.3. <i>Du programme à la culture</i>	14
3.4.4. <i>Mesures de mise en œuvre</i>	15
3.5. L'ECD – Une politique globale ou une politique de l'éducation?	16
3.6. Systèmes de soutien à l'ECD	17
3.7. Monitoring, évaluation et assurance qualité	18

4. RELEVER LES DÉFIS – APPROCHES ET MÉTHODES (à développer) 21

5. RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS (à développer) 21

ANNEXE 23

1. INTRODUCTION, CONTEXTE ET BUTS

1.1. L'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'Homme en Europe

L'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD) et l'éducation aux droits de l'Homme (EDH) sont un domaine prioritaire du Conseil de l'Europe depuis 1997, et l'Organisation a lancé tout un éventail d'initiatives et de mesures pour appuyer le développement des politiques et pratiques de l'ECD.

En 1997, le Conseil de l'Europe a lancé un vaste projet d'ECD doté de trois objectifs : clarifier les concepts clés, élaborer des stratégies d'enseignement et de formation, ainsi que créer et suivre des pratiques novatrices d'apprentissage dans des « sites de citoyenneté ».

Le projet a permis d'élaborer une **nouvelle approche** de l'ECD. Elle combinait l'idée d'une pratique multifonctionnelle et des stratégies de bas en haut, se fondait sur des valeurs européennes communes et visait une citoyenneté et une participation active grâce à un apprentissage tout au long de la vie dans des cadres éducationnels formels et non formels multiples.

L'éducation à la citoyenneté démocratique ...

... contribue, en même temps que les autres activités de l'Organisation, à la défense des valeurs et principes de liberté, de pluralisme, des droits de l'homme et de l'État de droit qui sont les fondements de la démocratie.

... est un facteur de cohésion sociale, de compréhension mutuelle, de dialogue interculturel et inter-religieux, et de solidarité, ...concourt à la promotion du principe d'égalité entre les femmes et les hommes, ... favorise l'établissement de relations harmonieuses et pacifiques dans et entre les peuples ainsi que la défense et le développement de la société et de la culture démocratiques¹.

Cette approche a été influencée par la *Déclaration et le programme sur l'éducation à la citoyenneté démocratique fondée sur les droits et les responsabilités des citoyens* énoncés par le Conseil de l'Europe en 1999 et qui précisent que l'ECD doit devenir « une composante essentielle de toutes les politiques et pratiques en matière d'éducation, de formation, de culture et de jeunesse. »

Un an plus tard, les ministres européens de l'Éducation ont adopté la *Résolution de Cracovie et le Projet de lignes directrices communes pour l'éducation à la citoyenneté démocratique*. Ce document redéfinit la citoyenneté démocratique en ajoutant de nouvelles dimensions à la définition précédemment adoptée et réinterprète la manière dont elle doit être apprise et enseignée. Plus particulièrement, la citoyenneté démocratique est considérée comme couvrant plusieurs dimensions – **politique, légale, sociale et économique**. Ce faisant, cette Résolution avalise l'idée que la citoyenneté démocratique ne doit pas seulement s'appliquer aux niveaux régional et national mais aux niveaux **européen et mondial**.

1. Recommandation Rec (2002)12 du Comité des Ministres relative à l'éducation à la citoyenneté démocratique

Les principes et contenus de l'ECD ont été précisés dans la Recommandation du Comité des Ministres (Rec (2002) 12) relative à l'éducation à la citoyenneté démocratique.

Il est précisé dans cette Recommandation que l'éducation à la citoyenneté démocratique doit être au cœur des réformes et de la politique éducatives et qu'elle est « une composante majeure de la mission première du Conseil de l'Europe, qui est de promouvoir une société libre, tolérante et juste. »²

La Recommandation définit une approche de l'ECD qui :

- couvre toute action éducative, formelle, non formelle ou informelle permettant à un individu, tout au long de la vie, d'agir en tant que citoyen actif et responsable tout en respectant les droits d'autrui ;
- est un facteur d'innovation sur le plan de l'organisation et de la gestion du système éducatif dans son ensemble ainsi que des programmes et des méthodes pédagogiques.

En tant que telle, l'ECD ne peut pas être assimilée à une discipline, un sujet académique ou une méthode d'enseignement ou de formation, un établissement ou un cadre pédagogique, une ressource, un groupe d'apprenants ou une période spécifique d'étude unique. C'est une approche **complète** et **globale** qui couvre, dans la perspective de toute une vie, une large gamme d'autres approches, programmations et initiatives, formelles, informelles et non formelles – telles que l'éducation civique et politique, les droits de l'homme, l'éducation interculturelle et à la paix, l'éducation mondiale, l'éducation au développement durable, etc.

C'est donc un **outil complexe**, conçu pour faire avancer un savoir fondé sur les valeurs, des capacités tournées vers l'action et des compétences centrées sur le changement, habilitant les citoyens à vivre une vie productive dans une démocratie pluraliste. Telle que la définit la Recommandation, l'ECD promeut la conscience de soi, l'esprit critique, la liberté de choisir, l'engagement à des valeurs partagées, le respect de la différence, des rapports constructifs avec l'autre et la résolution pacifique des conflits ainsi qu'un point de vue global – toutes choses qui sont indispensables au développement d'un citoyen démocratique et, plus généralement, d'une société démocratique.

Face à la nécessité de renforcer et de faire avancer la démocratie par le biais de l'éducation, l'Union européenne a tenté d'élaborer et de promouvoir de nouvelles formes d'apprentissage pour une citoyenneté active.

Dans la *Stratégie de Lisbonne*, lancée en 2000, et dans le *Programme de travail détaillé sur le suivi des objectifs des systèmes d'éducation et de formation en Europe* de 2002, l'Union européenne inclut la **citoyenneté active** au nombre des objectifs devant faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». ³

² Recommandation Rec (2002)12 du Comité des Ministres relative à l'éducation à la citoyenneté démocratique

³ *Programme de travail détaillé sur le suivi des objectifs des systèmes d'éducation et de formation en Europe, 2002*

La citoyenneté active est également un des objectifs importants du Processus de Bologne qui établit des buts pour l'enseignement supérieur et les Stratégies européennes d'apprentissage de toute une vie ainsi que les politiques européennes de la jeunesse. S'agissant des jeunes, le rapport de 1991 de la Commission européenne, *Un nouvel élan pour la jeunesse*, recommande de nouvelles formes de gouvernance européenne sur l'autonomie et la citoyenneté active des jeunes et le Livre blanc, *Gouvernance européenne*, définit l'ouverture, la participation, la responsabilité, l'efficacité et la cohérence comme les principes clés d'une bonne gouvernance démocratique..

Les initiatives du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne (EU) soulignent l'importance du développement des politiques lors de l'établissement de bases pour la promotion d'une éducation à la citoyenneté démocratique efficace. Elles expliquent également l'accent croissant et l'intérêt qui sont portés à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques dans ce domaine.

1.2. l'Année européenne de la citoyenneté par l'éducation (AECE)

Le Conseil a décidé de faire de 2005 l'**Année européenne de la citoyenneté par l'éducation (AECE)**. L'objectif général de l'« Année » est de relier les politiques et la pratique en habilitant les décideurs et les professionnels de tous niveaux à créer et à mettre en œuvre des programmes durables pour l'ECD et l'EDH.

Dans ce contexte, l'« Année » a quatre objectifs spécifiques :

- - sensibiliser le public à la manière dont l'éducation, tant formelle que non formelle, peut contribuer à la citoyenneté et à la participation démocratique, favorisant par là même la cohésion sociale, la compréhension interculturelle et le respect de la diversité et des droits de l'Homme ;
- - renforcer l'engagement des États membres à faire de l'ECD/EDH un objectif prioritaire de l'élaboration des politiques éducatives et engager une réforme durable à tous les niveaux du système éducatif ;
- - fournir aux États membres un cadre et des instruments leur permettant de réfléchir au rôle de l'éducation dans le développement et la promotion de la citoyenneté démocratique et des droits de l'Homme afin de favoriser l'inclusion sociale et d'œuvrer à résoudre des problèmes sociétaux concrets ;
- - encourager les initiatives et la création de partenariats permettant un partage des connaissances et un accès aux exemples de bonnes pratiques, afin de promouvoir l'ECD et l'EDH et de favoriser la création de réseaux ; cette synergie sera favorisée autant à l'intérieur du Conseil de l'Europe que dans et entre les États membres et avec d'autres acteurs et organismes mondiaux.

Ce document présente un des nouveaux outils élaborés au titre des objectifs de l'Année européenne de la citoyenneté par l'éducation (AECE) susmentionnée, et en tant qu'élément de la « mallette ECD ».

1.2.1. A quoi sert la mallette ECD ?

La mallette ECD est un instrument pratique spécifiquement conçu pour aider toutes les personnes intéressées par l'éducation. Elle a quatre grands objectifs :

- sensibiliser le public à l'ECD et encourager la réflexion sur le rôle de l'éducation dans la promotion de l'ECD et de l'EDH ;
- faire connaître des politiques, des stratégies et des approches cohérentes fondées sur des actions et des pratiques réelles ;
- stimuler les discussions et les débats et susciter des actions sur de nouvelles méthodes et des nouvelles directions en matière de politique et de pratique d'ECD et d'EDH, notamment sur la gouvernance démocratique des établissements d'enseignement ;
- développer les capacités en matière d'ECD en offrant un instrument qui favorise le développement de politiques et de pratiques efficaces d'ECD, cela à tous les niveaux et dans tous les secteurs du système éducatif.

La mallette ECD a été conçue à la suite de *l'Étude paneuropéenne sur les politiques et la législation en matière d'ECD* lancée par le Conseil de l'Europe et qui avait montré qu'il existait dans les États membres un « **écart de conformité** » entre les politiques et la pratique de l'ECD. La mallette offre des documents, des stratégies et des approches destinés à combler cet écart. Elle est un instrument cohérent composé d'une série d'outils et de documents traitant de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques et de pratiques de l'ECD et de l'EDH à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'éducation.

La mallette ECD rassemble les éléments les plus à jour et avancés des activités du Conseil de l'Europe en matière d'ECD et d'EDH, élaborés aux niveaux national, régional et mondial. Elle offre un ensemble cohérent de documents qui dressent un tableau global sur la manière d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques et pratiques.

La mallette ECD est une ressource importante à promouvoir au cours de l'année 2005, l'Année européenne de la citoyenneté par l'éducation (AECE), et au-delà dans et entre des États membres en Europe ainsi qu'avec d'autres acteurs et organismes mondiaux.

1.2.2. Que contient la mallette ECD?

La mallette ECD est un instrument cohérent composé d'une série d'outils et de documents traitant de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques et de pratiques de l'ECD et de l'EDH dans tous les secteurs de l'éducation. Elle comprend quatre outils spécifiques et des ensembles de documents de soutien.

Outil 1 : Outil sur les questions clés pour les politiques ECD :

- a) Outil sur les questions clés pour les politiques ECD (projet)
- b) Etude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD)
- c) Glossaire des termes ECD

Outil 2 : Outil sur la gouvernance démocratique dans l'éducation :

- a) Participation démocratique à l'école et civisme chez les adolescents en Europe: analyse des données de l'étude de l'IEA sur l'éducation civique
- b) Gouvernance démocratique dans les universités – à suivre en 2005

Outil 3 : Outil sur la formation des enseignants à l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'Homme

Outil 4 : Outil sur l'assurance de la qualité et l'éducation à la citoyenneté démocratique dans les écoles

CHAPITRE 2. NECÉSSITÉ D'UNE ÉLABORATION DE POLITIQUES D'ECD EFFICACES

Dans un monde de changements rapides et d'individualisme, de choix et de diversification toujours plus grands, il importe plus que jamais que les citoyens soient actifs, informés et responsables. Le rôle de l'éducation dans la création de tels citoyens est maintenant presque universellement reconnu dans le monde.

La capacité de participer de manière intelligente et responsable à la vie et aux affaires publiques doit être apprise. S'il est possible d'en acquérir certaines bribes de manière informelle, auprès de sa famille, la nature de la vie est aujourd'hui telle que cela n'est plus suffisant pour produire le genre de citoyens informés, actifs et efficaces dont les démocraties ont besoin pour perdurer. L'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD) doit être un élément de l'éducation formelle et informelle et un droit de tous les citoyens dans une société démocratique.

Dans ce chapitre, nous examinons le type de **développement de politiques** requis pour permettre aux enseignants d'offrir une ECD de qualité dans les écoles et dans d'autres contextes. Nous exposons également les raisons qui sous-tendent le développement de ces politiques dans les pays.

2.1. Les défis au modèle traditionnel de citoyenneté.

L'idée de l'ECD n'est pas nouvelle. Depuis des années, dans divers pays européens, on trouve des éléments d'éducation civique ou à la citoyenneté dans les programmes scolaires. Ces éléments d'ECD se limitaient dans l'ensemble à informer les apprenants à propos du système politique – c'est-à-dire, de la constitution, des partis politiques, des votes et des lois – en vigueur dans leur pays, en utilisant des méthodes d'enseignement traditionnelles. C'est dire que le modèle de citoyenneté était **passif et minimal**. Pour la grande majorité des gens ordinaires, la citoyenneté consistait à respecter les lois et à voter lors des élections publiques.

Or, ces dernières années, les événements qui sont survenus en Europe et les changements qui l'ont secouée ont mis ce modèle de citoyenneté en question. En dépit de la diversité de leur histoire et de leur contexte, de nombreux pays sont unis face à des questions similaires urgentes d'ordre social, économique, politique et culturel. Parmi ces événements, on peut citer :

- les conflits ethniques et la montée des nationalismes ;
- les menaces et l'insécurité toujours plus grandes à l'échelle mondiale ;
- le développement de nouvelles technologies de l'information et de la communication ; et le concept de l'apprentissage tout au long de la vie ;
- les problèmes de l'environnement ;
- les déplacements de populations à l'intérieur et entre les frontières nationales
- l'émergence de nouvelles formes d'identité collective jusqu'alors supprimées ;
- la demande d'une plus grande autonomie personnelle et de nouvelles formes d'égalité ;
- l'affaiblissement de la cohésion sociale et de la solidarité entre les individus ;
- la méfiance envers les institutions politiques, les formes de gouvernance et les dirigeants politiques ;
- la montée des interconnexions et interdépendances – politiques, économiques et culturelles – régionales et internationales.

Face à ces défis, le besoin d'un nouveau type de citoyen apparaît clairement : il faut des citoyens qui ne sont pas seulement informés mais **actifs** – capables de participer à la vie de leur collectivité, de leur pays et du monde entier, et **d'accepter plus de responsabilité**. Il est devenu également plus clair que l'éducation a un rôle clé à jouer dans la création de tels citoyens.

2.2 Des systèmes plus efficaces de formation des enseignants : une nécessité

Si l'on s'entend maintenant à reconnaître que les citoyens doivent être actifs, informés et responsables, et si le rôle que joue l'éducation dans la création de tels citoyens est quasi universellement reconnu, tout semble indiquer qu'il existe un fossé entre la rhétorique des besoins d'ECD et la pratique.

Deux récentes études préparées par le Conseil de l'Europe : *l'Inventaire des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique et de gestion de la diversité en Europe du sud-est* et *l'Étude paneuropéenne sur les politiques de l'ECD* le confirment.

L'Étude paneuropéenne sur les politiques de l'ECD a montré l'existence d'un important « **écart de conformité ou de mise en œuvre** », presque d'un gouffre, dans les États membres, à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'éducation, entre les intentions politiques et la fourniture des ressources – humaines, financières, technologiques et d'information – requises pour transformer ces intentions en politiques efficaces et en pratiques réelles

CHAPITRE 3. DEFIS AU DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES DE L'ECD

3.1. Défis pour l'ECD

Un nouveau type de citoyen requiert un nouveau type d'éducation et de nouvelles approches dans l'élaboration des politiques.

Les modèles traditionnels ne sont tout simplement pas en mesure de créer le nouveau type de citoyen actif, informé et responsable dont les démocraties modernes ont besoin. Ils sont largement insuffisant pour répondre aux exigences d'un environnement social, économique, politique et culturel qui change rapidement, notamment en continuant :

- à refuser de donner aux apprenants l'occasion d'explorer et de discuter des problèmes politiques et sociaux controversés en privilégiant l'enseignement classique à un moment où ces apprenants semblent se désintéresser de la politique traditionnelle et de toutes les formes de l'engagement politique ;
- à privilégier un savoir fragmenté en diverses disciplines et un apprentissage « maître-manuel-élève » à une époque où les technologies de l'information et de la communication évoluent rapidement ;
- à ramener l'éducation civique à des informations factuelles sur les systèmes « idéaux » alors qu'il faut apprendre aux citoyens les compétences pratiques de la participation aux processus démocratiques ;
- à promouvoir les cultures dominantes et les loyautés nationales « communes » à un moment où l'on reconnaît politiquement et juridiquement que les différences culturelles sont une source de capital démocratique ;
- à séparer l'éducation de la vie personnelle des apprenants et des intérêts des collectivités locales à un moment où la cohésion sociale et la solidarité se délitent ;
- à renforcer la séparation traditionnelle entre l'éducation formelle, informelle et non formelle à un moment où l'enseignement devrait satisfaire les besoins de l'éducation permanente ;
- à promouvoir des formes d'éducation et de formation axées sur l'État alors que se développent les interconnexions et les interdépendances aux niveaux régional et international.

Il faut envisager de nouvelles formes d'éducation qui préparent les apprenants à la **participation active à la vie sociale** – des formes d'éducation pratique et théorique, ayant leurs racines dans la vie telle que la vivent les apprenants et leurs collectivités, enseignées par le biais de la participation aux activités de l'école autant que par celui des programmes d'enseignement formel. Le nouveau type d'éducation à la citoyenneté démocratique ne se mettra pas en place de lui-même. Il exige des cadres de politiques forts et efficaces permettant l'élaboration des pratiques d'ECD dans les écoles et d'autres contextes.

La nécessité d'offrir de tels enseignements pose des défis importants aux enseignants. Elle les oblige à apprendre de nouvelles formes de savoir, à élaborer de nouvelles méthodes d'enseignement, à trouver de nouveaux modes de travail et de nouvelles formes de relations professionnelles – tant avec les décideurs que les acteurs. Elle privilégie l'esprit critique et les compétences autant que la transmission du savoir, le travail en coopération et en collaboration plutôt que la préparation individuelle, l'autonomie professionnelle plutôt que la dépendance envers des dictats de l'autorité centrale.

3.2. Qu'est-ce que l'étude paneuropéenne des politiques de l'ECD révèle en termes d'élaboration des politiques?

Le développement et la mise en œuvre des politiques d'ECD se déroule dans des conditions spécifiques qui diffèrent d'un pays à l'autre. Il importe donc avant tout de prendre conscience des contextes dans lesquels ces politiques d'ECD sont mises en œuvre ;

Les politiques d'ECD sont mises en œuvre dans des systèmes éducatifs qui ont leurs propres caractéristiques spécifiques. Une différence importante concerne leur *degré différent de centralisation*. L'Étude paneuropéenne sur les politiques et la législation en matière d'ECD a permis d'identifier trois principaux types d'organisation des systèmes éducatifs, en fonction du degré de centralisation des systèmes politiques :

- centralisé
- fédéral
- décentralisé

Dans certains pays, les systèmes éducatifs se situent entre ces trois principaux types et se caractérisent par des politiques d'éducation principales établies au niveau central et par un niveau accru d'autonomie des écoles.

Ces différents niveaux de centralisation des systèmes éducatifs conduisent à une différente distribution des responsabilités dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives en général et à une relation différente entre l'approche du sommet vers la base et celle de la base vers le sommet. Les études régionales menées dans le cadre de l'*Étude paneuropéenne des politiques de l'ECD* ont révélé les forces et les faiblesses possibles de ces trois types de système.

Dans les systèmes décentralisés, comme ceux de la **Suède** et de la **Finlande**, les municipalités, les établissements, les enseignants et les étudiants ont une liberté plus grande quant au choix du contenu de l'ECD, des méthodes pédagogiques et du temps consacré aux divers domaines de cette matière. Si cette liberté présente le risque d'affaiblir l'éducation à la citoyenneté dispensée dans les établissements scolaires, elle offre en revanche, par les prises de décision qu'elle autorise au niveau local, le potentiel de renforcer la démocratie locale et de développer ainsi l'ECD dans la pratique.⁴

Dans la plupart des pays, l'approche du sommet vers la base et celle de la base vers le sommet se mêlent étroitement dans la mise en œuvre de l'ECD. Les gouvernements, les ministères et les agences gouvernementales créent la législation et le cadre politique dans lesquels les écoles, les enseignants et les agences de soutien mettent en œuvre l'ECD.⁵

Les pays font état d'une coopération considérable entre les agences gouvernementales et les réseaux d'ONG spécialisées. La plupart des pays disposent également d'un arsenal croissant de procédures d'évaluation et d'inspection qui permettent d'obtenir des informations précises sur les politiques, les pratiques et les normes. Parallèlement, il y a aussi un vaste marché des manuels scolaires, sous contrôle du gouvernement dans certains pays ou ouvert au marché libre de l'édition dans d'autres»⁶.

⁴ R. Mikkelsen, *Synthèse pour la région d'Europe du Nord, dans Politiques de l'ECD en Europe. Synthèse des six études régionales*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT(2003) 27

⁵ D. Kerr, *Étude paneuropéenne des politiques de l'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD). Étude régionale, Région de l'Europe de l'Ouest*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT(2003)21.

⁶ B. Losito, *Synthèse pour la région d'Europe du Sud*, in *Les politiques de l'ECD en Europe. Synthèse des six études régionales*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2004, Doc. DGIV/EDU/CIT(2003) 22.

3.3. Comment soutenir la mise en œuvre de la politique de l'ECD?

L'organisation des politiques d'ECD aux divers niveaux (national, régional, local et au niveau des écoles individuelles) nécessite qu'elles soient soutenues et favorisées à tous ces niveaux.

Le premier niveau de soutien est le soutien politique, fondé sur la conscience de la pertinence de l'ECD pour le développement d'une conscience démocratique et d'une cohésion sociale dans la société dans son ensemble. Cet engagement visant à appuyer l'ECD est clairement précisé dans la Recommandation (2002)¹² du Comité des Ministres des États membres relative à l'éducation à la citoyenneté démocratique (adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 16 octobre 2002 lors de la 812e réunion des Délégués des Ministres).

Comme il est indiqué dans l'*Étude paneuropéenne des politiques de l'ECD* :

Les questions liées à l'ECD occupent une place essentielle dans les **politiques publiques**. Elles interviennent dans de nombreuses politiques sectorielles, notamment dans celles liées au développement des ressources humaines. La citoyenneté est considérée comme étant au cœur des capacités sur le plan humain. Par conséquent, toutes les politiques de développement des ressources humaines incorporent des thèmes connexes à l'ECD, en l'occurrence la participation, la responsabilisation, la diversité, l'équité, le multiculturalisme et la cohésion sociale. La place prépondérante de l'ECD dans l'ordre du jour des politiques publiques est due au fait que le concept même de citoyenneté désigne à l'origine un type de société, un système de valeurs et une communauté d'apprentissage idéale.⁷

Un deuxième niveau de soutien est celui des politiques éducatives. Cela signifie, tout d'abord, que l'importance des politiques de l'ECD soit reconnue dans les politiques éducatives. La *Recommandation* adoptée par le Comité des Ministres en 2002, recommande aux gouvernements des États membres, « dans le respect de leurs structures constitutionnelles, de leurs situations nationales ou locales et de leur système éducatif » :

- de faire de l'éducation à la citoyenneté démocratique un objectif prioritaire des politiques et réformes de l'éducation ;
- d'encourager et de soutenir les initiatives actuelles visant à promouvoir l'éducation à la citoyenneté démocratique à l'intérieur des États membres et entre eux ;
- d'appliquer les principes énoncés dans l'annexe à la présente Recommandation dans leurs réformes de l'éducation actuelles ou futures ;
- de porter cette Recommandation et les documents sur lesquels elle s'appuie à l'attention des organismes publics et privés concernés de leur pays au moyen de procédures nationales appropriées.

Et, troisièmement, l'ECD doit être largement soutenue par la société civile par le biais des organisations sociales, des ONG et des médias, comme indiqué ci-dessous.

⁷ C. Bîrzéa, *Les politiques de l'ECD en Europe: une synthèse*, Strasbourg, 2003, Doc DGIV/EDU/CIT (2003) 18.

3.4. Conditions spécifiques

Le passage de la rédaction des politiques à leur mise en œuvre réelle appelle certaines conditions spécifiques.

3.4.1. Définition des politiques

Premièrement, les politiques d'ECD doivent être clairement définies et spécifiées par rapport:

- aux objectifs visés
- aux approches proposées pour l'ECD
- à l'organisation et au contenu des programmes
- à l'organisation et aux valeurs du système d'enseignement
- aux relations avec d'autres domaines d'éducation scolaires et non scolaires

3.4.2. Acteurs

Deuxièmement, il est nécessaire d'identifier les acteurs qui peuvent promouvoir ces politiques et démarrer des processus favorisant leur participation.

Processus de consultation avec les groupes cibles et les praticiens: exemples de l'Europe du Sud

Des informations sur les processus existants sont disponibles concernant Malte et également la Principauté d'Andorre, la Grèce, l'Italie, le Portugal, Saint-Marin et la Turquie.

En **Italie**, la rédaction du projet de réforme scolaire a été accompagnée d'un vaste processus de consultation qui a culminé avec la convocation d'une assemblée à laquelle ont participé des représentants du monde de la culture, du monde universitaire, d'associations d'enseignants, d'associations de parents et d'étudiants, de syndicats et du milieu des affaires (« Etats généraux de l'école », selon l'expression utilisée par le ministère de l'Education).

Au **Portugal**, les associations professionnelles d'enseignants, les sociétés scientifiques, les organisations professionnelles, les acteurs sociaux et les organisations non gouvernementales ont participé à la révision des programmes d'enseignement scolaire.

En **République de Saint-Marin**, la proposition de réforme du système scolaire a fait l'objet d'une consultation entre enseignants, parents, élèves et experts universitaires afin de stimuler le débat public.

En **Espagne**, l'approbation de la *Ley Orgánica de Calidad de la Educación-LOCE* (Loi organique sur la qualité de l'enseignement) a été précédée et accompagnée par un vaste débat public.

Afin de mener ces activités envisagées pour le développement de l'ECD en **Turquie**, un groupe consultatif a été mis en place à l'issue d'un processus consultatif auquel diverses ONG ont pris part.

(B. Losito, *Étude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD) Étude régionale, Région d'Europe du Sud.*, Strasbourg, Conseil de l'Europe. Doc DGIV/EDU/CIT (2003) 22

3.4.3. Du programme à la culture

Troisièmement, il est nécessaire d'être conscient des conséquences et des défis inhérents à ces politiques, au niveau des programmes, au niveau local et au niveau culturel.

Au niveau des programmes, cela signifie l'examen des questions ci-après:

- Renforcer la position de l'ECD menant à des diplômes, des examens finaux et d'entrée formels par rapport aux matières plus traditionnelles, l'évaluation, la classification).
- Etablir 'allocation d'heures pour l'ECD dans les programmes/activités.
- Rédiger une meilleure définition des activités transcurriculaires.

- Identifier les aptitudes et compétences, valeurs et dispositions personnelles requises par l'ECD.
- Trouver de nouveaux moyens d' « élaboration » des programmes (ne pas les limiter à une liste de sujets ou à des déclarations de principe).
- Améliorer les méthodes d'enseignement et d'apprentissage pour qu'elles soient davantage centrées sur les étudiants.
- Élaborer de nouveaux manuels et ressources pédagogiques.
- Reconnaître l'influence de l'ECD sur le climat et l'état d'esprit de l'école.

Au niveau local, cela signifie:

- Étendre et renforcer les relations entre la communauté locale et les écoles.
- Ouvrir les écoles à la contribution de la communauté locale et des différents acteurs collectifs et individuels.
- Préciser le rôle des organes représentatifs dans les écoles.
- Laisser de la place aux questions relatives à la communauté locale dans les activités d'ECD.
- Renforcer la participation des représentants de la communauté locale, des parents, et des ONG actifs dans ce domaine, dans le cadre du fonctionnement des écoles.

Au niveau culturel, cela signifie :

- Reconnaître que les étudiants sont des citoyens ayant des droits et des obligations qu'ils peuvent et doivent exercer également à l'intérieur de l'école.
- Reconnaître que les connaissances et la compréhension, les compétences et les aptitudes, ainsi que les valeurs et dispositions que l'ECD vise à inculquer aux jeunes ne peuvent être considérées comme acquises une fois pour toutes, mais doivent faire l'objet d'un soutien et d'une réflexion critique dans les perspectives d'apprentissage tout au long de la vie.
- Repenser les objectifs de l'éducation scolaire par rapport à une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.
- Repenser la relation entre l'éducation formelle, l'éducation non formelle et informelle.

3.4.4 .Mesures de mise en oeuvre

Quatrièmement, il est nécessaire de définir clairement les mesures pour une mise en œuvre progressive des politiques d'ECD.

Comme le mentionne le rapport pour la région de l'Europe de l'Ouest, plus les lignes directrices et les cadres des programmes sont détaillés, en termes de concepts, d'aspects (*ou de résultats de l'apprentissage*), de processus et de contextes associés à l'ECD à développer, plus la stratégie de mise en œuvre peut être définie et intégrée. Des lignes directrices claires et des cadres encouragent le développement de partenariats entre des organisations actives dans la mise en œuvre de l'ECD du *sommet vers la base* (en grande partie le gouvernement et ses agences) et *de la base vers le sommet* (ONG, associations professionnelles et enseignants). Des lignes directrices clairement définies stimulent également la production de manuels ciblés et d'autres ressources pédagogiques, procédures d'appréciation, de systèmes d'inspection, recherche et évaluation, qui visent tous à encourager le développement d'une pratique efficace de l'ECD fondée sur ces lignes directrices. Ce développement est un processus en cours en **Angleterre, en France, en Belgique, en Autriche, en Irlande et aux Pays-Bas**, de nos jours, puisque de nouvelles réformes de l'éducation à la citoyenneté et de l'éducation civique commencent à être mis en pratique.⁸

8. D. Kerr, *Étude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD). Étude régionale, Région de l'Europe de l'Ouest*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT(2003)21.

Définition des mesures de mise en oeuvre: l'exemple de Malte

Les stratégies de mise en œuvre de la réforme du programme national minimum ont été définies avec précision et ont fait l'objet d'une publication distincte (*Strategic Plan. National Curriculum on its Way*) éditée par le comité directeur sur la mise en œuvre du programme national minimum – un organe créé volontairement pour élaborer un plan stratégique de mise en œuvre et pour assurer et soutenir la participation de toutes les parties prenantes tout au long du processus de la réforme. Outre le Comité directeur, une équipe de la stratégie de formation et un conseil national des programmes ont également été mis en place. De plus, 18 groupes spécialisés ont été établis pour analyser de plus près les aspects spécifiques de la mise en œuvre de la réforme (dont l'éducation personnelle et sociale, les liens entre les écoles et le monde du travail, les écoles en tant que centres communautaires, l'égalité des sexes et le programme national minimum, la participation des parents et la démocratie dans les écoles).

(B. Losito, *Étude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD) Étude régionale, Europe du Sud*. Strasbourg, Conseil de l'Europe. Doc DGIV/EDU/CIT (2003) 22

S'agissant des politiques d'éducation, il est possible d'identifier certaines caractéristiques communes à tous les États membres du Conseil de l'Europe :

- Les Constitutions de tous les pays établissent les fondements au développement de sociétés démocratiques.
- La majorité des pays ont fait de l'ECD un but ou principe spécifique d'éducation.
- Dans de nombreux pays, l'ECD a été introduite récemment en tant que priorité nationale.
- Tous ces pays ont adopté des objectifs de politique générale concernant l'éducation à la citoyenneté.

3.5. L'ECD – Une politique globale ou une politique de l'éducation?

Deux types de situations se présentent dans les études régionales réalisées dans le cadre de *l'Étude paneuropéenne*:

D'un côté, dans certains pays tels que la Croatie, le Danemark, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, les politiques de l'ECD occupent une place distincte dans les politiques publiques. L'importance accordée à l'ECD pour l'avenir de la démocratie est telle qu'on lui attribue une place à part dans les priorités publiques.

D'un autre côté, dans la majorité des cas (par exemple, Autriche, Belgique, Allemagne, Lituanie, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Turquie, Ukraine), l'ECD n'est qu'un composant parmi d'autres des politiques d'éducation. L'éducation à la citoyenneté démocratique apparaît soit comme objectif d'éducation explicite, soit en tant que priorité dans les programmes de réforme éducative (par exemple, le projet «Millennium» en Slovaquie).

La situation de l'ECD a dans une large mesure déterminé le soutien alloué. Ce soutien et la visibilité de l'ECD dans les politiques d'éducation ont, dans de nombreux pays, engendré un soutien spécifique, notamment en termes de financement.

La pluralité du financement a également été introduite. Si auparavant pratiquement seules les ressources financières (budgétaires) étaient allouées aux écoles, aujourd'hui, les écoles et les autres institutions éducatives peuvent rivaliser pour obtenir d'autres subventions publiques ou privées. L'argent ainsi obtenu signifie une possibilité d'amélioration des activités des

établissements éducatifs au-dessus du niveau standard – ces stimulants liés aux projets revêtent potentiellement une grande importance pour l’ECD.⁹

Pour mettre en œuvre et soutenir les innovations dans les écoles, le ministère de l’éducation contribue au développement du financement de projets spécifiques.¹⁰

L’ECD est largement soutenue par la société civile par le biais des organisations sociales, des ONG et des médias.

Nombreux sont les acteurs qui contribuent à la mise en œuvre et au succès de l’ECD, dans son acceptation la plus large, adoptée par les Etats membres du Conseil de l’Europe:

- Organisations sociales.
- Organisations représentant les acteurs participant directement à l’éducation dans les écoles (à la fois praticiens et groupes: proviseurs, enseignants, étudiants, parents).
- ONG travaillant dans les domaines directement ou indirectement liés à l’ECD (promotion et défense des droits de l’homme, promotion et défense de l’égalité des chances, associations environnementales, associations bénévoles, associations travaillant dans le domaine de la coopération internationale).

Les médias peuvent contribuer à créer un climat propice à l’ECD et ses questions politiques, culturelles et sociales connexes.

3.6. Systèmes de soutien à l’ECD

Comme le mentionne la *Résolution adoptée par les ministres de l’Education du Conseil de l’Europe lors de leur 20^e session à Cracovie*¹¹, pour promouvoir l’ECD, il conviendrait :

- d’instituer des partenariats entre les différents acteurs de l’éducation à la citoyenneté démocratique;
- de valoriser les cultures et styles de vie démocratiques des jeunes, la façon dont ils s’expriment et leur aspiration à faire entendre leur voix, et d’en faire un élément de base de l’éducation à la citoyenneté démocratique;
- de mener des travaux de recherche participative, fondamentale et appliquée en matière d’éducation à la citoyenneté démocratique, qui contribueraient au suivi d’initiatives et innovations d’ECD, ainsi qu’à l’élaboration des curricula et des programmes de formation relatifs à l’ECD;
- d’encourager le recours aux technologies de l’information et de la communication pour assurer notamment la sélection et l’évaluation critique des informations, et de favoriser l’accès à ces technologies et soutenir les initiatives qui les utilisent dans le domaine de l’ECD;
- d’accroître la prise en compte et l’exercice de la responsabilité sociale des entreprises;
- de réunir les conditions pour que les entreprises et les partenaires sociaux viennent appuyer l’éducation à la citoyenneté démocratique.

Il incombe aux décideurs, aux différents niveaux, de déterminer les acteurs qui peuvent contribuer au développement des politiques d’ECD ainsi qu’à promouvoir et valoriser la contribution qu’ils peuvent apporter au niveau du système éducatif, au niveau local et de l’école individuelle. Dans la plupart des

9. M. Pol, *Étude paneuropéenne des politiques d’éducation à la citoyenneté démocratique (ECD). Etude régionale, Région de l’Europe centrale*, Strasbourg, Conseil de l’Europe, 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT(2003)26.

10. R. Mikkelsen, *Étude paneuropéenne des politiques d’éducation à la citoyenneté démocratique (ECD) Étude régionale, Région de l’Europe du Nord*, Strasbourg, Conseil de l’Europe, 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT(2003)27.

¹¹ *Projet sur l’«Éducation à la citoyenneté démocratique»: Résolution adoptée par les ministres de l’Éducation du Conseil de l’Europe lors de leur 20^e réunion à Cracovie (Pologne) les 15-17 octobre 2000, Conseil de l’Europe, Strasbourg, Doc. DGIV/EDU/CIT (2000) 40*

États membres du Conseil de l'Europe, il existe une pléthore d'initiatives, de projets et d'activités dans le domaine de l'ECD. Il importe :

- d'identifier et de reconnaître ces initiatives ;
- de les interconnecter ;
- de les faire interagir ;
- de développer des formes de coordination et de soutien mutuel ;
- de constituer des réseaux à divers niveaux.

Offrir des moments d'interaction et d'instauration de réseaux est particulièrement important pour le succès de la mise en œuvre des politiques d'ECD. L'expérience norvégienne dans le domaine de la mise en place de réseaux pourrait être donnée à titre d'exemple.

Le Conseil norvégien de l'éducation a intégré des activités de mise en œuvre sur l'éducation à la citoyenneté démocratique dans trois nouveaux programmes avec des connexions web pour les enseignants et les étudiants. Le premier programme *Valeurs à l'école* encourage une éducation privilégiant les valeurs de la démocratie et des droits de l'Homme dans les écoles et les classes. Le projet appuie différents projets dans le domaine et met actuellement en place un site web appelé *Valeurs, démocratie et participation*. Le deuxième programme désigne des écoles pilotes pour deux ans.

Il s'agit d'établissements qui se sont distingués dans des secteurs prioritaires, notamment la mise en place d'un environnement d'apprentissage dans lequel les élèves sont actifs, élément important de la conception norvégienne de l'ECD. Les écoles servent alors à des visites d'observation, à des stages d'enseignement pour les futurs professeurs et/ou à la formation continue des enseignants. Un troisième programme s'intitule «élèves/inspecteurs». Il comprend un questionnaire interactif permettant aux étudiants d'évaluer leur formation et leur établissement. Le programme a pour but de leur donner plus d'influence sur les conditions régissant l'environnement d'apprentissage et sur sa prospérité. La participation y tient une grande place. Il est demandé, par exemple: de quelles manières les élèves peuvent-ils participer au choix des contenus dans les différentes matières, à l'élaboration des plans de travail et à l'évaluation? Au cours de l'année scolaire 2001-2002, près de 19 000 élèves suivant la scolarité obligatoire et 33 000 élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ont participé au programme.»¹².

3.7. Monitoring, évaluation et assurance qualité

L'*Étude paneuropéenne* a montré comment la présence de procédures de monitoring et d'évaluation constitue un des défis les plus importants que les politiques d'ECD doivent relever. La situation qui prévaut actuellement dans les diverses régions européennes – avec toutes leurs différences considérables, largement liées aux expériences et traditions différentes dans le domaine de l'appréciation et de l'évaluation – se caractérise toujours par l'absence d'activité systématique de monitoring et d'évaluation dans le domaine de l'ECD.

Bien qu'un certain nombre de procédures d'assurance qualité aient été développées et des travaux de recherche entrepris, il s'agit en général d'initiatives d'ampleur limitée et encore non coordonnées entre elles¹³.

Il semblerait que de telles procédures soient élaborées pour l'évaluation des étudiants au niveau des programmes, mais très peu d'éléments suggèrent un développement systématique d'initiatives

¹² R. Mikkelsen, *Étude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD). Étude régionale, Région de l'Europe du Nord*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT(2003)27.

¹³ D. Kerr, *Étude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD). Étude régionale. Europe de l'Ouest*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT(2003)21.

d'évaluation des politiques d'ECD aux divers niveaux (innovation pédagogique et dans les programmes, réorganisations et formation des enseignants).¹⁴

Cela signifie que les éléments de l'ECD qui font partie des normes du curriculum formel sont donc mis en œuvre, et des mécanismes de suivi ont été spécialement conçus à cette fin. Mais il importe de souligner que les normes nationales de ces pays sont développées, suivant la tradition soviétique, sur la base des contenus enseignés. La liste des informations (connaissances) devant être enseignées constitue la partie principale des normes, qui créent les conditions de la mise en œuvre de l'ECD sous l'angle des connaissances civiques.¹⁵

Monitoring, évaluation et recherche : Exemples de l'Étude paneuropéenne des politiques de l'éducation à la citoyenneté démocratique :

- évaluation et études d'impact sur l'ECD entreprises par des organismes de recherche ou des agences spécialisées: Ince (Espagne), Invalsi (Italie), Conseil national de l'éducation (Suède), Institut des sciences de l'éducation (Roumanie), Agence nationale pour l'amélioration de l'école (Norvège);
- inspection scolaire et contrôle de qualité: Ofsted (Royaume-Uni/Angleterre), Inspección y Evaluación Educativa Andorrana (Andorre), dispositif d'auto-évaluation de l'école (Slovénie), système d'évaluation scolaire (Malte);
- monitoring et services d'orientation: Bundeszentrale für politische Bildung (Allemagne), Centre de service pour l'éducation civique (Autriche), le système de conseillers nationaux par matières scolaires (Danemark), le site web sur l'éducation à la citoyenneté en Ecosse; le Conseil national des droits des étudiants (Hongrie);
- analyses comparatives et enquêtes internationales: Etude de l'IEA sur l'éducation civique; Enquête du Conseil de l'Europe sur la participation des étudiants; Études sur les valeurs Pan-européennes; Étude du CIDREE sur l'enseignement des valeurs; Enquête sur l'éducation civique (dans les pays baltes et nordiques);
- études longitudinales (exemple: l'étude sur l'ECD de la NFER britannique (Fondation nationale pour la Recherche dans le domaine de l'Éducation), réalisée sur une période de huit ans et portant sur un échantillon de 11 000 étudiants)).

(C. Birzėa, *Les politiques de l'ECD en Europe: une synthèse*, Strasbourg, 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT (2003) 18)

La question du monitoring, de l'évaluation et de l'assurance qualité doit être examinée à divers niveaux.

Au niveau de l'apprentissage des étudiants, évaluer :

- les connaissances et la compréhension,
- les compétences et les aptitudes

que les étudiants acquièrent dans le cadre de l'ECD. Il importe également d'être conscient des attitudes, valeurs et arrangements mis en place par le biais de l'ECD. Toutefois, s'il est légitime d'encourager ces valeurs et ces attitudes à l'école, à la différence des connaissances et des compétences, elles ne doivent pas faire l'objet d'une évaluation formelle.

14. B. Losito, *Synthèse pour la Région de l'Europe du Sud*, in *Les politiques de l'ECD en Europe: une synthèse. Synthèse des six études régionales*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2004, Doc. DGIV/EDU/CIT(2004).

15. I. Froumin, *Synthèse pour la Région de l'Europe de l'Est*, in *Les politiques de l'ECD en Europe: une synthèse. Synthèse des six études régionales*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2004 Doc. DGIV/EDU/CIT(2004).

Ce niveau comporte également la mise en place de critères de certification et d'examen, l'identification des niveaux scolaires pour procéder à l'évaluation, la définition possible de normes de référence pour les divers niveaux scolaires.

[En France] Introduction d'un examen formel de citoyenneté dans le cadre des examens nationaux à la fin du collège (diplôme national du brevet).

(D. Kerr, *Étude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD): Europe de l'Ouest*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT (2003) 21.

Au niveau des écoles, développer les systèmes d'assurance qualité conformément aux principes et buts de l'ECD et en relation avec la consolidation des pratiques relatives à une culture d'auto-évaluation et de planification du développement scolaire ¹⁶. Le développement des systèmes d'évaluation de la qualité au niveau des écoles est d'autant plus important que le niveau d'autonomie des écoles est élevé.

La situation qui prévaut en matière d'assurance de la qualité et de souci de la qualité change progressivement. Le programme d'assurance qualité Comenius 2000 a été lancé dans les établissements scolaires en Hongrie en 1999, et les systèmes éducatifs de la région semblent avoir comme point commun une tendance à privilégier les évaluations internes et externes en parallèle. L'importance de l'auto-évaluation institutionnelle est désormais reconnue dans ce cadre bien qu'elle soit encore relativement expérimentale. Tout cela peut revêtir une importance capitale pour l'ECD.

(M. Pol, *Étude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD). Étude régionale. Région d'Europe centrale*. Strasbourg, Conseil de l'Europe 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT (2003) 26).

Au niveau des politiques, pour

- suivre la mise en œuvre progressive effective des politiques,
- évaluer la capacité réelle à atteindre les objectifs fixés,
- identifier tous les points faibles,
- adopter les mesures correctives nécessaires.

[En Suède] un ensemble de tests diagnostiques sont actuellement développés pour soutenir l'évaluation de l'ECD. Une phase pilote d'expérimentation a été menée en 2002. Ces tests visent à définir ce qui se passe dans les écoles et à analyser les processus d'enseignement et d'apprentissage afin de contribuer à l'amélioration de la qualité et de l'enseignement scolaire.

(R. Mikkelsen, *Étude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD). Étude régionale. Région d'Europe du Nord*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT(2003)27)

Au niveau de la recherche, pour

- définir les méthodes d'appréciation et d'évaluation à utiliser dans le domaine de l'ECD.
- rédiger des outils adaptés à l'appréciation des étudiants.
- concevoir des modèles d'assurance qualité conformes aux principes et objectifs de l'ECD.

16. Outil pour l'assurance de la qualité de l'ECD à l'école, UNESCO-CEPS-Conseil de l'Europe.

DFES a chargé la Fondation nationale de recherche sur l'éducation (NFER) de mener une étude longitudinale sur l'éducation à la citoyenneté sur huit ans afin de mesurer l'impact à court et à long terme du nouveau programme sur la citoyenneté en tant que matière scolaire obligatoire dans les écoles pour les jeunes. Cette étude porte sur une cohorte de jeunes, dans cent écoles, où ils sont entrés dans le secondaire à l'âge de 11 ans en septembre 2002 et y sont restés jusqu'à l'âge de 18 ans.

(D. Kerr, *Étude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD). Etude régionale, Région d'Europe de l'Ouest*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2003, Doc. DGIV/EDU/CIT(2003)21.)

* * *

CHAPITRE 4. RELEVER LES DÉFIS – APPROCHES ET MÉTHODES (à développer)

* * *

CHAPITRE 5. RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS (à développer)

ANNEXE 1

LISTE DE CONTRÔLE POUR LES DÉCIDEURS QUI ÉLABORENT DES POLITIQUES, DES MESURES ET PRATIQUES EFFICACES DE MISE EN OEUVRE

Avant-projet

Liste de contrôle des politiques de l'ECD: Introduction

La liste de contrôle ECD se fonde dans une large mesure sur les résultats de l'*Étude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD)*. Elle utilise tous les résultats obtenus pour établir une liste de contrôle compacte mais exhaustive des questions clés que les décideurs examinent lorsqu'ils établissent les politiques pour les ECD et élaborent des mesures de mise en œuvre pour traduire les intentions politiques en pratiques efficaces.

Liste de contrôle de l'ECD: public cible et objectifs

Le public de la liste de contrôle de l'ECD est constitué de **décideurs de tous les niveaux et des secteurs éducatifs**. Il comprend notamment les responsables politiques nationaux, les agences et les organisations non gouvernementales (ONG), les agences locales et organisations locales, les chefs d'établissements et proviseurs, les coordonnateurs, les enseignants, les formateurs et les organismes d'appui.

La liste de contrôle de l'ECD est un outil **pratique, convivial** qui vise à permettre aux décideurs du système éducatif à tous les niveaux :

- de faire le point des approches de politiques existantes et des capacités d'ECD dans les systèmes et établissements éducatifs ;
- de mesurer « l'écart de conformité » entre les mesures et la pratique d'élaboration et de mise en œuvre des politiques ;
- d'utiliser les résultats pour prendre des actions afin de réduire l'écart et élaborer une approche plus holistique et cohérente sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et pratiques d'ECD ;
- de comparer les approches et actions de l'ECD en partenariat avec celles d'autres systèmes et établissements éducatifs aux niveaux, local, national, régional et européen.

Comment utiliser la liste de contrôle des politiques de l'ECD ?

La liste de contrôle des politiques de l'ECD est conçue pour servir d'outil d'auto-évaluation et d'appréciation. Elle vise à s'assurer que l'ECD et l'EDH reçoivent une attention suffisante des responsables politiques. La liste de contrôle est répartie en un certain nombre de sections qui correspondent aux sections clés qui ont encadré la conduite de l'*Étude paneuropéenne des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD)*. Ces sections sont:

- le contexte dans lequel sont élaborées et encadrées les politiques de l'ECD
- les politiques de l'ECD existantes
- les mesures de mise en œuvre existantes
- le point de vue des praticiens et des acteurs
- les possibilités de coopération et de collaboration

Il existe une série de questions clés que les responsables politiques doivent examiner dans chaque section.

La liste ci-après d'actions vous permettra de tirer le meilleur parti de l'utilisation de la liste de contrôle d'ECD en tant qu'outil d'auto-évaluation.

Action 1 – Utiliser l'échelle fournie pour mesurer le degré de réussite des actions et activités concernant l'ECD dans les différentes sections de la liste de contrôle. 1= degré le plus bas de réussite et 5= degré le plus élevé de réussite.

Action 2 – Donner une note combinée à chaque section et une note générale à toutes les sections de la liste de contrôle.

Action 3 – Etablir un rapport d'auto-évaluation, d'appréciation, étayé par des preuves, pour appuyer les réponses données aux différentes questions et sections. Ce rapport constitue une analyse de ce qui doit être fait pour renforcer la capacité et les actions d'ECD.

Action 4 – Revoir le rapport d'auto-évaluation et élaborer un plan d'action pour faire progresser la promotion et le développement de l'ECD. S'assurer que le plan d'action précise les objectifs spécifiques à atteindre, les actions à entreprendre, ainsi que les ressources, les mécanismes, le temps, la participation et les partenariats requis.

Action 5 – Suivre et mettre à jour le plan d'action en permanence, en notant les progrès réalisés. Revoir et contrôler la liste de contrôle à la lumière des progrès accomplis.

Action 6 – Partager et comparer le rapport d'auto-évaluation, le plan d'action et l'avancement des actions menées par rapport à celles menées dans les systèmes et établissements éducatifs aux niveaux local, national, régional et européen.

Répondre à l'aide de la note

1 degré le plus bas et 5 étant le degré le plus élevé

	1	2	3	4	5
--	---	---	---	---	---

Questions sur le contexte dans lequel sont élaborées et encadrées les politiques de l'ECD

	1	2	3	4	5
La promotion de l'ECD et de l'EDH est-elle mise en valeur dans la constitution et la législation?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

La participation au processus démocratique est-elle très appréciée dans la société?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
---	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

La participation au processus démocratiques est-elle très appréciée dans l'éducation ?

Les axes moteurs des politiques de l'ECD, en tant que défis sociétaux que les politiques de l'ECD peuvent aider à relever, sont-ils clairement affirmés et compris ?

L'ECD et l'EDH sont-elles des priorités nationales ?

L'ECD est-elle un objectif spécifique de l'éducation?

L'ECD et l'EDH sont-elles comprises en tant qu'élément clé des réformes en cours du système éducatif ?

Existente-t-il des liens appropriés entre l'ECD et d'autres aspects et secteurs politiques ?

Répondre à l'aide de la note
1 degré le plus bas et 5 étant le
degré le plus élevé

1 2 3 4 5

Questions sur les politiques de l'ECD existantes

DÉFINITION DE L'ECD DANS LES POLITIQUES

1 2 3 4 5

Existe-t-il une définition
fonctionnelle claire de l'ECD ?

L'ECD est-elle définie
largement en termes
d'acquisition des
connaissances ?

L'ECD est-elle définie
largement en termes de
développement des aptitudes et
de participation active ?

Existe-t-il une définition
fonctionnelle claire de l'ECD
dans la société ?

Existe-t-il une définition
fonctionnelle claire de l'ECD
dans l'éducation ?

**Conception de la politique de
l'ECD
(à développer)**

1 2 3 4 5

**Lieu de la politique de l'ECD
(à développer)**

1 2 3 4 5

**Communication de la politique
de l'ECD
(à développer)**

1 2 3 4 5

Répondre à l'aide de la note

1 degré le plus bas et 5 étant le
degré le plus élevé

1

2

3

4

5

**Questions sur les mesures de mise en œuvre existantes
(à développer)**

1

2

3

4

5

**Questions sur le point de vue des praticiens et des acteurs
(à développer)**

1

2

3

4

5

Questions sur les possibilités de coopération et de collaboration (à développer)

1

2

3

4

5